

Le service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse

Communiqué de presse sur le Myanmar

Embargo : mercredi 28 octobre 1992 à 00h01 GMT

Index AI : ASA 16/12/92

Traduction et diffusion aux sections francophones et au Secrétariat international : LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI -

MYANMAR

Des milliers de personnes sont victimes de violations des droits de l'homme

Au Myanmar (ex-Birmanie), les violations des droits de l'homme sont devenues si fréquentes que les victimes se comptent par milliers, a annoncé aujourd'hui (mercredi 28 octobre 1992) Amnesty International, précisant qu'aucune couche de la société n'était épargnée.

Partout dans le pays, même dans les régions où le gouvernement ne se heurte à aucune opposition armée, des gens sont tués, torturés, arrêtés.

« Des dizaines de milliers de personnes sont contraintes de servir l'armée en tant que porteurs dans les zones de combat, ou comme manœuvres sur des chantiers », a déclaré l'organisation de défense des droits de l'homme. « Bon nombre d'entre elles sont sérieusement maltraitées, et certaines, sommairement exécutées par les militaires. Aucun groupe ethnique n'est épargné, et toutes les communautés religieuses sont touchées, la majorité bouddhiste comme les communautés musulmane, chrétienne et hindou. Au cours des dix-huit derniers mois, plus de 300 000 personnes se sont réfugiées à

l'étranger. »

La répression menace plus particulièrement ceux qui s'opposent au *State Law and Order Restoration Council* (SLORC, Conseil national pour le rétablissement de l'ordre public). De nombreux militants et dirigeants des partis d'opposition ont été arrêtés ou menacés ; Aung San Suu Kyi, dirigeante de la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) et lauréate du prix Nobel de la Paix en 1991, se trouve ainsi en résidence surveillée depuis 1989. Alors que son parti a remporté une éclatante victoire aux élections de 1990, le SLORC, refusant de quitter le pouvoir, a intensifié la répression, multipliant les manœuvres d'intimidation et les arrestations. S'il est vrai que plus de 500 prisonniers politiques ont été libérés depuis avril dernier, Amnesty International estime qu'il en reste au moins encore 1 600 dans tout le pays. On trouve parmi eux des étudiants et des lycéens, des artistes, des religieux et même des enfants (un jeune garçon de quatorze ans a ainsi été condamné à une peine de treize ans de détention pour avoir collé des affiches dans son collège).

Les tribunaux militaires créés en juillet 1989 ont été dissous le mois dernier, mais le pays reste soumis à la loi martiale, et les prisonniers condamnés par ces juridictions iniques n'ont pas été libérés.

Bon nombre de détenus ont été torturés, parfois atrocement. Les militaires, la police et les services de renseignements de l'armée ont couramment recours à la torture. Amnesty International sait qu'il existe au moins 20 centres de torture, où les détenus sont privés de nourriture, de sommeil et d'eau, passés à tabac et torturés à l'électricité, ou encore soumis au supplice de la "motocyclette" – la victime doit rester sans bouger, les

jambes pliées et les bras tendus, pendant de longues périodes. Certains prisonniers seraient morts des suites de ces traitements.

Dans les zones où opèrent des groupes armés d'opposition, l'armée constitue en fait une menace pour l'ensemble de la population. Les militaires ont ordonné l'évacuation de régions tout entières, faisant ainsi des milliers de sans-abri. En mars dernier, par exemple, les habitants de 57 villages ont été forcés de quitter les lieux après avoir été avertis que toute personne refusant de partir serait « éliminée ». Trois mois plus tard, 8 000 personnes avaient été déplacées, leurs maisons avaient été détruites et des milliers de civils étaient détenus dans des camps militaires, où ils survivaient dans de très mauvaises conditions. « *Les violations des droits de l'homme sont une pratique solidement ancrée au Myanmar* », explique Amnesty International. « *Des milliers et des milliers de personnes en ont déjà été victimes. Dans les zones habitées par des minorités ethniques, notamment dans celles qui sont en proie à un conflit armé, tout le monde est susceptible d'être arrêté, contraint de travailler pour l'armée, voire tué. Dans le reste du pays, tous ceux qui osent exprimer la moindre opposition au SLORC risquent d'être persécutés de la même manière. Ces atteintes systématiques aux droits de l'homme affectent profondément tout le pays. Il faut de toute urgence s'attaquer sérieusement au problème si l'on veut mettre un terme aux effusions de sang et aux emprisonnements. Le gouvernement n'a pour l'instant pris que de timides dispositions, qui n'ont apporté aucun changement réel. Il est aujourd'hui grand temps qu'il prenne de réelles mesures pour en finir avec cette situation révoltante.* »

FIN DU COMMUNIQUÉ.